



**HAL**  
open science

## INDONESIE 1965: UN MASSACRE OUBLIE

Jean-Louis Margolin

► **To cite this version:**

Jean-Louis Margolin. INDONESIE 1965: UN MASSACRE OUBLIE. Revue internationale de politique comparée, 2001. hal-01935639

**HAL Id: hal-01935639**

**<https://hal.science/hal-01935639>**

Submitted on 26 Nov 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

("Indonésie 1965: un massacre oublié", *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8 ("L'utilisation politique des massacres"), n°1, printemps 2001, pp. 59-92)

## INDONESIE 1965: UN MASSACRE OUBLIE

Jean-Louis Margolin

Université de Provence

Institut de Recherche sur le Sud-Est Asiatique (IRSEA-CNRS)

*"Vous qui comprenez les lois de l'Islam (...) allez faire un tour à Java Est, à Java Central et là, dites aux Musulmans de ne pas négliger les cadavres, de ne pas rendre les orphelins encore plus misérables(...) Si nous continuons de la sorte, frères, nous allons en enfer, vraiment, nous y allons"* (Président Sukarno, discours devant des étudiants musulmans, 18 décembre 1965)<sup>1</sup>

### **1965 dans le continuum historique, ou du parti-insurrection à l'Etat-massacre**

Un rapport de la CIA<sup>2</sup> affirmait en 1968 que le massacre des communistes indonésiens (*Partai Komunis Indonesia*, PKI), en 1965-66, constituait l'un des événements les plus tragiques de ce siècle, mais aussi l'un des plus ignorés. La chappe de silence n'a guère cédé depuis, et la littérature abordant un peu précisément le sujet est si mince que si l'on sait les grandes lignes de ce qui s'est passé, les modalités locales et les ressorts profonds nous échappent largement. Pourtant l'ampleur de la tuerie reste exceptionnelle, tout comme sa soudaineté et sa relative brièveté (environ six mois au total, mais quelques jours à quelques semaines dans la plupart des provinces prises séparément).

Cela demeure incontestablement l'épisode le plus violent qu'ait subi à ce siècle l'archipel indonésien. Mais s'agit-il d'une singularité relative, ou absolue? En effet d'autres accès de meurtres politiques de masse ont ponctué l'histoire des ex-Indes Néerlandaises, avant comme après 1965. Il est tentant d'y rechercher ressemblances et différences, même s'il ne peut s'agir ici que d'une sommaire évaluation.

---

<sup>1</sup>Cité in Harold Crouch, *The army and politics in Indonesia*, Ithaca, Cornell University Press, 1978, p.157

<sup>2</sup>CIA, Directorate of Intelligence, *Intelligence Report: Indonesia 1965: The Coup That Backfired*, décembre 1968

On n'évoquera pas -peut-être assez arbitrairement- les affrontements directement liés au passage du second conflit mondial, pas plus que les cruautés de la guerre d'indépendance (où les Indonésiens tuèrent beaucoup plus d'autres Indonésiens que de Hollandais), car ce furent dans les deux cas avant tout le choc de pouvoirs étatiques. Les révoltes ethno-religieuses de Java-Ouest, de Sumatra ou de Sulawesi furent, elles, relativement peu sanglantes, et il ne s'est en tout cas jamais agi d'une lutte à mort. Il demeure, avant 1965, deux épisodes relativement comparables, ne serait-ce que par la similitude des acteurs: les révoltes communistes de 1926 et 1948, durement réprimées par le pouvoir d'Etat (colonial ou républicain).

On y décèle au départ, comme en 1965, une initiative du PKI manifestant les ambiguïtés de ce parti: d'un côté tropisme très fort pour l'infiltration précoce dans des positions de pouvoir comme raccourci vers la victoire (le parti s'est en 1926 associé à beaucoup d'ulamas musulmans, ou de *jawara-s* -bandits d'honneurs, très prestigieux dans les villages-<sup>3</sup>; il a profité après 1945 du front uni indépendantiste pour infiltrer le gouvernement et certaines fractions du corps des officiers républicains); de l'autre, aventurisme déconcertant, prenant souvent l'allure d'un putschisme brouillon, où les initiatives locales finissent par l'emporter sur les impulsions du Centre. Ainsi de la folle insurrection de 1926, que Staline et l'Internationale avaient formellement déconseillée, la jugeant perdue d'avance, et que le dirigeant communiste Musso, faisant mine d'aquiescer, ordonna quand même depuis Moscou<sup>4</sup>. La grande différence avec 1965 tient à ce qu'on pourrait appeler le "rapport de violence": en 1926 et 1948, il s'est agi de guerres civiles, inaugurées par des vagues d'assassinats commis par le PKI (nombreux policiers et fonctionnaires en 1926, des centaines d'anticommunistes dans la région de Madiun, à Java-Est, où le parti exerça quelque temps le pouvoir en 1948), suivies d'affrontements durs quoique brefs, puis d'une répression sévère qui, au plan du nombre de tués, conserve cependant une certaine proportionnalité avec la dimension de l'insurrection. L'unité du mouvement national put donc se reconstituer assez vite, même si la méfiance persista entre l'armée de terre -responsable de la répression à Madiun- et le PKI.

En 1965 l'Indonésie, depuis Madiun -où la violence était venue tant des communistes que de leurs ennemis au sein de l'armée-, n'avait plus connu d'assassinat politique à un niveau élevé ou de massacre de masse, malgré un nombre important de révoltes régionales et/ou musulmanes parfois durement réprimées, et un "bruit de fond" de violences sociales ou politiques, dans les campagnes en particulier. Le *discours* du régime

<sup>3</sup>cf Michael Charles Williams, *Communism, religion and revolt in Banten*, Athens, Ohio University Center for International Studies, 1990

<sup>4</sup>Brian May, *The Indonesian Tragedy*, Routledge & Kegan Paul, Londres, 1978, pp. 114-115

Sukarno était révolutionnaire jusqu'à l'emphase, et les libertés comme la démocratie souffraient de sérieuses restrictions. Depuis la proclamation en 1959 d'une "Démocratie dirigée" (sic !), puis l'attribution en 1963 à Sukarno par l'assemblée nationale du titre de président à vie, il n'y avait plus d'élections, et certains partis furent interdits, parmi lesquels, en 1960, le Masjumi (musulmans modernistes). Malgré tout, à partir du moment où la prééminence du président était reconnue, un réel pluralisme politique subsistait, ainsi qu'une certaine liberté d'action pour les multiples lobbies<sup>5</sup>.

1965 introduisit une nouvelle période: celle de l'Etat massacreur<sup>6</sup>, écrasant de toute sa puissance, sans la moindre retenue, ceux qui le défient dans ses fondements, et recrachant tel un inutile noyau le président Sukarno lui-même, pour avoir tenté de s'opposer à l'emploi massif de la Terreur. Plus de guerre civile, ou même de vraie insurrection, mais des tueries sans limite, où l'on contemple favorablement la disparition totale de l'adversaire: le journal des Forces Armées propose d'éradiquer le PKI - nouvel Antéchrist- systématiquement, complètement, sans espoir de retour en grâce. Et la disproportion entre action et répression est tranquillement proclamée: "la mort de chaque général doit être vengée par celle de 100 000 communistes", proclame-t-on dans les meetings du NU à Java<sup>7</sup>. Le drame, c'est aussi que la participation populaire accrue à la politique, conséquence de l'"ère des masses" introduite par le populisme sukarnien, y ajoute une forte dimension de vengeance haineuse.

## **I - Le "coup de Jakarta" et ses effets**

### Un énorme potentiel de tensions politiques, sociales et religieuses

Peu de massacres contemporains surprirent autant d'observateurs parmi les mieux aguerris. Le discours dominant, à la veille même de la tragédie, insistait sur la montée irrésistible du PKI, et évaluait ses chances, jugées très élevées, de succéder au vieux président Sukarno, le héros de la lutte pour l'indépendance. On se demandait surtout si le PKI serait en mesure de s'emparer du pouvoir en douceur: il profitait au maximum de la protection offerte par le "Père de l'Indonésie", théoriquement tout-puissant depuis 1959, et désireux de contrebalancer l'armée et les puissants partis musulmans (*Masjumi, Nahdlatul Ulama-NU*). La puissance organisationnelle du PKI lui permettrait-elle un "coup de Prague",

---

<sup>5</sup>Cf Françoise Cayrac-Blanchard, *L'armée et le pouvoir en Indonésie*, Paris, L'Harmattan, 1991, p. 32-33

<sup>6</sup>La formule me paraît plus appropriée que celle d'"Etat meurtrier", introduite par Yves Ternon dans l'ouvrage éponyme.

<sup>7</sup>Robert Cribb, "The Indonesian Massacres", in Samuel Totten, William S. Parsons, Israel W. Charny (éd.), *Century of Genocide: Eyewitness Accounts and Critical Views*, New York, Garland Publishing, 1997, p. 253

éventuellement sanglant pour ses adversaires? Personne n'imaginait que ceux-ci puissent manifester tant de cruauté déterminée, ni, surtout, que le parti communiste le plus nombreux hors des pays du "socialisme réel" puisse s'effondrer, à peu près sans résistance, comme un énorme château de cartes.

Et il est vrai que le PKI paraissait en 1964-65 jouir d'une bonne santé insolente. Anéanti deux fois par de sanglantes répressions, en 1926 et en 1948, il s'était deux fois relevé, plus puissant qu'avant. Au cours des dernières élections relativement libres et ouvertes, en 1955, il avait obtenu 16,4% des voix (et 23,2% à Java Est, 25,8% à Java Centre). Le vieux Parti National Indonésien (PNI) de Sukarno n'avait, lui, recueilli que 22,3% des suffrages - échec qui put occulter l'autre résultat majeur: les 39,3% obtenus par les deux grands partis défenseurs de l'"Etat islamique" (l'Indonésie a une constitution laïque, quoique la foi en Dieu soit l'un des cinq articles de cette "doctrine nationale" qu'est le *Pantjasila*), le Masjumi moderniste (20,9%) dépassant de peu le NU, traditionaliste (18,4%). A Java Est, ce dernier ne recueillait pas moins de 34,1% des voix: l'axe de la confrontation de 1965 se mettait en place, et les musulmans partaient avec une longueur d'avance. On était cependant frappé par l'énorme capacité militante du PKI, qui prétendait, en août 1965, regrouper au total 27 millions de personnes dans ses diverses organisations (3,5 millions pour le parti, autant dans ses syndicats SOBSI, 3 millions dans les "Jeunesses du Peuple" -*Pemuda Rakyat*-, autant dans le mouvement féminin *Gerwani*, 9 millions dans ses associations paysannes -*BTI*-, 5 millions dans ses fédérations d'écrivains et d'artistes). Outre qu'un grand nombre d'adhérents devaient être ainsi comptés plusieurs fois, un examen plus qualitatif montrait cependant, selon quelques auteurs, d'inquiétants signes de faiblesse: la paysannerie "est fondamentalement passive et conservatrice dans ses conceptions politiques, et non pas militante ou révolutionnaire"; les syndicalistes sont "dans l'ensemble passifs"; "les travailleurs n'ont ni l'énergie militante, ni la formation à l'action directe, ni même la confiance en leur propre force qui leur feraient suivre le SOBSI et le PKI contre les "autorités" si celles-ci faisaient preuve à leur égard d'une opposition déterminée".<sup>8</sup>

Le PKI a sans doute accompli une faute stratégique majeure: il veut jouer sur tous les tableaux, et prétend à *la fois* lancer des "actions unilatérales" (*aksi sefihak*)<sup>9</sup>, présentées comme l'application de la loi de réforme agraire votée par le Parlement, mais de forme révolutionnaire et intensifier sa lente infiltration au sommet de l'Etat. Il n'a que trois ministres

<sup>8</sup>Donald Hindley, cité in Rex Mortimer, *Indonesian Communism under Sukarno - Ideology and Politics 1959-1965*, Ithaca, Cornell University Press, 1974, p. 368

<sup>9</sup>Redistribution de terres excédentaires, mise en place de conseils d'usines ou de plantations avec participation communiste...

dans un gouvernement qui en compte quatre-vingt, mais beaucoup de militants capables dans tous les secteurs. Prenant au mot le Président (qui aimait les slogans), il réclame que la politique officielle de *Nasakom* (coalition du nationalisme, de la religion et du communisme) soit développée à tous les niveaux de l'administration et du secteur public - ce qui permettrait aux communistes de pénétrer partout à des postes de responsabilités; il demande aussi la mise sur pied de cette "cinquième force des ouvriers et paysans armés", vaguement évoquée, qui s'"ajouterait" aux quatre sections traditionnelles d'une armée de métier, en principe pour assurer à l'Indonésie le succès dans sa confrontation avec la Malaysia "impérialiste", protégée par les forces du Commonwealth. Comme, avec le maréchal Omar Dhani, l'aviation est proche du PKI, et qu'une minorité non négligeable d'officiers lui sont un peu partout favorables, le danger représenté par la très anti-communiste armée de terre en serait sérieusement amoindri. Son état-major, dirigé par le général Yani, et qui comprend le général Nasution, ministre de la Défense, l'a très bien compris, et sabote la cinquième force en feignant de s'en réjouir. Mais, en juillet 1965, la base aérienne de Halim, à Jakarta, accueille les premiers contingents d'"ouvriers-paysans" à former; ce sont presque tous des militants communistes.

Le PKI, à tort ou à raison, suscite donc la peur de l'armée par ses manoeuvres; ce, d'autant plus qu'il paraît exercer une emprise croissante sur Sukarno qui, dans son discours de la fête nationale du 17 août 1965 (sans doute écrit avec le ministre communiste Njoto), accusait "certains généraux" de se mettre en travers de la "révolution populaire"<sup>10</sup>. Il provoque la peur de classe des riches, propriétaires terriens surtout, par ses actions spectaculaires en faveur de la réforme agraire. Son athéisme, exacerbé à Bali, l'a conduit à interrompre des cérémonies religieuses hindoues ou à occuper des temples accusés d'accaparer terres et biens, et les bagarres ainsi provoquées s'étaient traduites par de nombreux morts<sup>11</sup>: le clergé local encouragera ensuite les pires répressions. Plus grave, parce que touchant le coeur du pays: à Java, l'irreligiousité provoquante des communistes entraîne un violent antagonisme avec les musulmans fervents, l'autre grande masse organisée du pays.

Ce d'autant plus que cette opposition nouvelle recoupe et approfondit celle, séculaire, qui divise les Javanais entre les souvent riches *santri* (musulmans pratiquants) et les plus modestes *abangan* (musulmans nominaux, fervents du chamanisme et du mysticisme traditionnels): ces derniers soutiennent le PNI et, de plus en plus, le PKI, surtout s'ils

---

<sup>10</sup>May, op. cit. p.93-94 & Marshall Green, *Indonesia: Crisis and Transformation, 1965-1968*, Washington, The Compass Press, 1990, p. 36

<sup>11</sup>Geoffrey Robinson, *The dark side of paradise: Political violence in Bali*, Ithaca, Cornell University Press, 1995, pp. 270-271

appartiennent aux couches défavorisées. Plus généralement encore, le populisme et l'égalité des sexes défendus et pratiqués par le PKI heurtent de plein fouet les rigidités de cette société d'ordres, voire de castes comme à Bali, fondée sur une stricte hiérarchie et sur la toute-puissance des "bien nés". Il ne faut pas négliger, enfin, certaines contradictions flagrantes d'une politique "attrape tout" jusqu'à l'opportunisme, qui font parfois entrer un parti trop vite grandi dans le jeu complexe et sans principe des intérêts locaux et des haines de village: alors que, à Java-Est ou à Bali, certains gros négociants ou propriétaires terriens rentrent au PKI ou s'arrangent pour obtenir sa protection, certaines "actions unilatérales" s'en prennent à de très petits propriétaires jaloués, voire à des métayers clients d'une famille nobiliaire. Le parti n'a pas non plus su choisir entre d'une part l'action autonome ou l'encouragement aux luttes sociales (à la spontanéité par ailleurs toujours problématique), et d'autre part une "longue marche au travers des institutions" d'une semi-dictature. Ainsi, à Bali, l'appui du gouverneur Suteja et l'abstention systématique de la police sont plus décisifs que la mobilisation populaire dans le succès de la vague d'occupations de terres par le BTI; et, au centre, la conjonction d'intérêt avec Sukarno, sous les auspices de Pékin, devient le principal moyen d'action du PKI. L'image d'un parti "terroriste", manoeuvrier jusqu'au cynisme, assoiffé de pouvoir, et associé à un gouvernement discrédité par la catastrophe économique, sera aisément "vendue" par les militaires. Il est frappant que tant d'Indonésiens aient pu ajouter foi et aux accusations de torture et mutilations sur les généraux assassinés le 30 septembre(cf ci-dessous), et aux folles rumeurs de fosses déjà creusées dans tout l'archipel par les communistes à l'intention de leurs adversaires. Les massacres furent vécus par beaucoup comme une manière de lâche soulagement.

### Le temps du drame

A l'été 1965, un sentiment d'urgence peut envahir les élites, traditionnelles ou nouvelles, de plus en plus déstabilisées. La crise économique atteint une ampleur sans précédent: l'inflation est en train de dépasser les 134% de 1964, le déficit budgétaire est supérieur aux recettes, un "budget spécial" au montant non précisé est réservé au Président de façon discrétionnaire, les entreprises tournent au ralenti, le commerce est touché de plein fouet par l'interdiction de passer par Singapour (alors en Malaysia), les crédits anglo-américains ne sont plus renouvelés. De plus, le 4 août, Sukarno a subi en public un malaise qui effraya. Dès les semaines suivantes, les rumeurs de coup d'Etat militaire imminent se font insistantes...

Mais le contexte international est tout aussi délétère, lourd de violences potentielles. Le communisme asiatique était à l'offensive, Sukarno s'en rapprochait chaque jour davantage -à l'intérieur comme à

l'extérieur-, le PKI conquérait toujours plus de pouvoir et de popularité. Il n'y avait pas que pour les observateurs étrangers que le triomphe du plus important parti communiste hors du "camp socialiste" ne constituait plus qu'une question de temps: à Pékin, à la fête nationale du 1er Octobre, l'historien britannique Trevor-Roper se vit informé (avant la plupart des dirigeants indonésiens, et de l'ambassadeur américain...) de la "bonne nouvelle" de la nuit précédente à Jakarta<sup>12</sup>. L'Union Soviétique, quoique dépourvue de solide relais politique local, fournissait une aide considérable, tant militaire (matériels) qu'économique (fondation d'une industrie lourde). En face, le camp occidental paraissait en plein repli: si les relations diplomatiques avec l'ancien colonisateur néerlandais avaient été rétablies en 1962 après le règlement favorable à Jakarta de la question de la Nouvelle-Guinée hollandaise, le Royaume-Uni subissait de violentes attaques (son ambassade demeurant cependant ouverte), et les Etats-Unis se trouvaient progressivement marginalisés, tout en continuant cependant à former par centaines les officiers indonésiens. Quittant début 1965 l'ONU "impérialiste", coupable de soutenir la Malaysia, Sukarno préparait à grands frais et à grand bruit une organisation rivale, dite des "forces montantes", autour d'un axe Jakarta-Hanoi-Phnom Penh-Pékin-Pyongyang<sup>13</sup>. Les Etats-Unis demeuraient cependant régionalement l'hégémon militaire: bases aux Philippines et en Thaïlande, et surtout engagement rapidement croissant au Vietnam. Cela leur fournissait d'importants moyens indirects de pression ou d'intervention, et plus encore focalisait leur attention sur un archipel éminemment stratégique. Jakarta 1965, c'est aussi un haut lieu de l'affrontement Est-Ouest.

#### Autour du *Gestapu*<sup>14</sup>

Les choses vont se passer de façon totalement inattendue et, il faut le reconnaître, pas encore très claire. Il y a bien eu coup d'Etat, la nuit du 30 septembre au 1er octobre, mais il est dirigé par le lieutenant-colonel Untung, de la garde présidentielle, qui ne peut compter que sur un petit groupe d'officiers supérieurs dont, cependant, le maréchal Dhani. Un "Conseil de la révolution" déclare prendre les rênes du pays, et dénonce un "Conseil des généraux", réactionnaire, qui se serait apprêté à prendre le pouvoir le 5 octobre. On déclare vouloir "protéger le Président". Peu de traces du PKI dans l'affaire: presque tous ses dirigeants sont absents de la liste des membres du Conseil de la révolution, il ne prend pas position

---

<sup>12</sup> Selon Marshall Green, alors ambassadeur des Etats-Unis, op. cit., pp. 52 & 151

<sup>13</sup>Cf par exemple Robert Cribb & Colin Brown, *Modern Indonesia: a history since 1945*, Londres, Longman, 1995

<sup>14</sup>Cet acronyme -chargé de connotations négatives tout à fait intentionnelles- désignant le "Mouvement du 30 septembre" fut forgé par le général Sughandi, directeur de l'Information de l'armée (Cayrac-Blanchard, op. cit., p. 71)



officiellement, et le discours du mouvement, vague et ambigu, serait plutôt sukarnoïste. Beaucoup d'officiers putschistes sont cependant connus pour partager les positions du parti communiste. Quoiqu'il en soit, l'échec est très rapide, et, le soir du 1er octobre, le général Suharto, chef de la KOSTRAD (force stratégique de réserve), a mis en fuite les conjurés, dont le dernier bastion fut la base aérienne de Halim. Sukarno, déstabilisé, se sent obligé de féliciter Suharto et de le laisser continuer à "restaurer la loi et l'ordre". Il n'y a pas eu de combats - mais six généraux, dont le chef d'état-major Yani, ont été sommairement exécutés par les troupes des conjurés, et la petite fille du général Nasution, qui leur a échappé, a été mortellement blessée. Deux autres officiers supérieurs sont tués par des putschistes à Yogyakarta.

Les conditions de la tragédie sont maintenant en place. Sukarno essaye désespérément de l'éviter, car il sait qu'il y perdra son pouvoir, fondé sur l'équilibre entre forces antagonistes, alors même que le parti présidentiel, le PNI, est en déclin, et de plus divisé entre une aile "sukarniste" (le ministre des Affaires Etrangères Subandrio en particulier) se rapprochant des communistes et une aile "droite", s'appuyant largement sur l'élite rurale, qui s'alliera avec l'armée et participera aux massacres, à Bali en particulier. Le déchaînement des passions va très vite être tel que la magie du verbe présidentiel n'agira plus. Dès le 4 octobre, Suharto se sent assez fort pour contester publiquement le Président, et accuse de participation au coup l'armée de l'air et le PKI. Déjà les quotidiens considérés hostiles à l'armée ont été fermés (ceux de gauche ne reparaitront plus), des arrestations de communistes ont été effectuées, et Jakarta a été placé en "état de guerre". Suharto va accéder à la tête de l'armée de terre; il se défie de Sukarno, qui a cherché à le supplanter par l'inoffensif général Pranoto, et c'est de son seul chef qu'il envoie aux commandants locaux l'ordre informel d'écraser le parti communiste, en les laissant juges du choix des moyens et du calendrier. Les nombreux officiers supérieurs sukarnistes n'ont pas de stratégie de rechange, mais ils traîneront souvent les pieds, n'amorçant la spirale infernale que quand leur propre position (voire leur survie) paraîtra en dépendre: ainsi Bali connaîtra deux mois durant un semblant de répit.

Avec l'exécution des six généraux et la mort de la fille de Nasution, et quelles que soient les conditions précises, encore mal connues, de ces meurtres, l'essentiel est qu'aux yeux de tous l'initiative de la transgression des barrières tacitement fixées à la violence soit venue d'une gauche proche du PKI, que ce dernier ait publiquement approuvé les meurtriers (éditorial de son quotidien *Harian Rakjat* du 2 octobre, manifestations en plusieurs points du pays), et que son protecteur, Sukarno, ait assuré que l'évènement n'était qu'une "ride sur l'océan de la révolution", refusant d'assister aux funérailles. Cela, la droite militaire et civile l'exploitera au-delà de toute

limite. Profitant d'un contrôle presque total des médias (les journaux communistes sont vite interdits), elle pourra tenir pendant les mois suivants un discours victimaire et doloriste -alors qu'elle assassine en masse- et pourra présenter ses victimes comme extérieures à la commune humanité.

Le pogrom -car c'en est fondamentalement un, aux proportions gigantesques, l'adversaire étant dans l'ensemble désarmé, désorganisé, démoralisé- se déchaîne le 8 octobre à Jakarta: les dizaines de milliers de manifestants, pour la plupart musulmans du NU, mais aussi sympathisants du parti catholique, brûlent le siège du PKI, et commencent, à domicile, la chasse aux militants; ceux qui ne peuvent s'enfuir ou, très vite, se justifier, sont sommairement exécutés. La veille, la fille de Nasution avait été enterrée et, à l'issue, en un geste qui résume l'ensemble du drame de 1965, un officier supérieur de la Marine avait transmis la consigne aux dirigeants des étudiants musulmans présents: *Sikat !* (éliminez-les !).<sup>15</sup>

L'armée est en effet la seule alternative à la coalition Sukarno-PKI qui, à l'été 1965, se dessinait de plus en plus nettement (c'est ce qu'ont perçu la plupart des Indonésiens, et les Américains aussi<sup>16</sup>). Son apparente fidélité au président, manifestée par la répression des insurrections régionales des années cinquante, par sa contribution à l'intégration de l'ex-Nouvelle Guinée Hollandaise en 1962, et depuis 1963 par une dure Confrontation avec une Malaysia protégée par les Britanniques apparut bien mal récompensée, avec un carnage du 30 septembre qui ne fit pas même sourciller l'autocrate de Jakarta. Le nouveau malheur subi par l'armée, comme sa modération passée, vont durablement légitimer massacres et prise du pouvoir, du moins aux yeux de la majorité des non-communistes. Et les victimes du processus apparaissent les coupables de la rupture du pacte d'union nationale, implicite mais solide, conclu lors de la "révolution" de 1945-49.

Mais l'armée doit consolider son alliance tactique avec les mouvements musulmans pour saper complètement le pouvoir de Sukarno, et donc laisser un moment libre-cours à leur violente revanche sur le PKI; plus fondamentalement, il s'agit et de terroriser durablement tout Indonésien de gauche et/ou opposé à l'armée, et de "mouiller" dans la complicité du meurtre le maximum de militaires -dont beaucoup, on l'a vu, penchaient à gauche-, de fonctionnaires et de civils. Enfin les chefs de l'armée n'ont pas l'intention de rééditer leur erreur de 1948: lors de la "rébellion" communiste de Madiun, ils s'étaient contenté de tuer quelques milliers de membres du PKI, de pourchasser quelques-uns de ses dirigeants

---

<sup>15</sup>May, op. cit., p. 121

<sup>16</sup>Frederick Bunnell, "American "Low Posture" Policy toward Indonesia in the Months Leading up to the 1965 "Coup", *Indonesia*, n°50, octobre 1990, p. 44.

- et, quelques années plus tard, le parti était plus fort que jamais; il faut cette fois que la chirurgie soit radicale.<sup>17</sup>

Même les débordements provoqués par les exactions des miliciens civils finirent par servir les militaires, qui, rétablissant un semblant d'ordre, ou simplement rationalisant les tueries et destructions, y retrouvèrent à peu de frais une posture modérée, quasi-centriste.

### Faiblesse des interventions extérieures

L'Indonésie de la fin 1965 fut un pays relativement isolé. Le nationalisme de Sukarno avait drastiquement réduit le nombre des étrangers -Occidentaux surtout-, qu'il fussent hommes d'affaires (expropriés ou lassés), journalistes (interdits de voyages dans les provinces) ou diplomates (expulsés ou privés de raison d'être: ainsi le personnel de l'ambassade américaine (familles incluses) était passé de 400 en avril 1965 à 35 en août.<sup>18</sup>

L'isolement fut aussi politique, et il facilita les massacres. La Chine, principal soutien international de Sukarno et du PKI (on fit grand bruit d'un chargement de 2000 armes légères qui lui serait parvenu le 1er octobre<sup>19</sup>), se trouva en butte à une campagne d'hostilité, et son ambassade fut saccagée par les étudiants en mars 1966; ses protestations contre le sort réservé aux Chinois, ses dénonciations de la "main de l'impérialisme", qui ne pouvaient s'accompagner d'aucune pression concrète, aboutirent plutôt à aggraver le sort de ceux qu'elle entendait défendre. L'URSS, bien lointaine, voyait l'inquiétante avancée occidentale s'accompagner de la déconfiture de la Chine et de ses alliés locaux, ce qui n'était pas pour lui déplaire dans le contexte de la tension sino-soviétique. Hollandais et Britanniques, quasiment chassés d'Indonésie, ne pouvaient que se réjouir - et les opinions de gauche occidentales, fascinées par le "Vietnam héroïque", préféraient ne pas trop s'appesantir sur les défaites (forcément provisoires !) du "progressisme". Dans les pays anticomunistes de la région, ce fut ouvertement l'enthousiasme (mitigé à Singapour par l'inquiétude pour le sort des Chinois, très liés à ceux de la cité-Etat), particulièrement en Malaysia qui y voyait la promesse d'une fin rapide de la Confrontation.

Le PKI n'avait bien entendu rien à attendre des Etats-Unis, où, seul des responsables politiques, Robert Kennedy, exclu du pouvoir, dénonça en janvier 1966 l'"inhuman slaughter in Indonesia"<sup>20</sup>. Le ton fut bien

---

<sup>17</sup>Suggéré par Françoise Cayrac-Blanchard.

<sup>18</sup>Bunnell, art. cité, pp. 29-60

<sup>19</sup>Green, op. cit., p. 89; Ruth McVey ("Indonesian communism and China", in Tang Tsou et al., *China in Crisis*, Chicago, University of Chicago Press, 1968 - vol. 2, pp. 357-394) est plus que sceptique quant à la réalité de cette livraison.

<sup>20</sup>Bunnell, art. cité., p. 60.

davantage donné par *Time*, qui voyait là “the West’s best news for years in Asia”<sup>21</sup> - enthousiasme que partage pleinement l’ambassadeur Green, dans son récit. Dès le 14 octobre 1965, il pouvait câbler à Washington: “the Army will go on trying, possibly not always as directly as we would like, to keep matters moving in a direction we would wish to see”<sup>22</sup>. Les Etats-Unis ont-ils pour autant exercé dans cette crise plus que “the skill of a surfboard rider”<sup>23</sup>? La question a fait couler plus d’encre que les massacres eux-mêmes (ce qui est étrange, et presque choquant, tant cela dénote de la part de la gauche américaine -ou autre- une forme d’américanocentrisme à rebours); elle n’est pas résolue<sup>24</sup>, et n’est que marginale dans notre propos. La seule quasi-certitude, c’est que les Américains ne sont pas intervenus directement, et que leur aide aux massacreurs resta marginale (des walkie-talkies et des médicaments selon Green; quelques armes légères également selon Bunnell). Ils comptaient au départ sur le général Nasution beaucoup plus que sur Suharto, et si leurs liens avec l’Etat-Major étaient évidents pour tous les observateurs<sup>25</sup>, ils disposaient somme toute de peu de relais efficaces dans la nouvelle élite indonésienne, à qui ils fournirent cependant très vite l’assurance de leur soutien politique, y compris dans la sortie de la Confrontation. On peut aussi penser, avec Bunnell ou Ben Anderson<sup>26</sup>, qu’ils participèrent au piège dans lequel tombèrent les conjurés du 30 septembre, et avec eux le PKI: leur faire croire au décès presque imminent de Sukarno, et à un complot des généraux pour le 5 octobre, ce qui les poussa à se découvrir prématurément. Des révélations récentes ont aussi incriminé le Royaume-Uni, où l’on aurait évoqué dès fin 1964 l’éventualité d’une “tentative de coup d’Etat que l’on attribuerait au PKI”<sup>27</sup>. Mais ne s’agit-il pas simplement d’un de ces innombrables *kriegspiel* qu’on affectionne dans les milieux diplomatiques aussi bien que militaires? Il faut prendre garde à ne pas confondre vague scénario et plan d’action. Compte tenu de la relative ancienneté des évènements, et de tout ce que l’on sait

---

<sup>21</sup>*Time*, 16 juillet 1966

<sup>22</sup>Green, op. cit., p. 68

<sup>23</sup>Ibid., p. 64

<sup>24</sup>La lecture (souvent contradictoire !) d’Anderson & McVey, Crouch, Green, Bunnell et Robinson (publications citées) permettra au lecteur concerné de faire le point sur ce débat

<sup>25</sup>Allan Nairn (*Our kind of guys: The United States and the Indonesian military*, Londres, Verso, 2000) tente de faire le point sur le sujet; la CIA en particulier aurait été présente à Java depuis 1956 au moins.

<sup>26</sup>En particulier dans Benedict Anderson & Ruth McVey, *A preliminary analysis of the October 1, 1965 Coup in Indonesia*, Ithaca, Cornell University Monograph Interim Report Series, 1971

<sup>27</sup>Cf Romain Bertrand, “Du massacre des communistes (1965-1966) au meurtre des sorciers: deux épisodes tragiques de la formation de l’Etat en Indonésie”, communication au colloque *La guerre entre le local et le global: sociétés, Etats, systèmes*, Paris, CERI, mai 2000, p. 8

maintenant de l'action simultanée des Etats-Unis en Indochine, il serait surprenant que de "grands secrets" nous échappent encore complètement concernant l'Indonésie

Le maître du jeu, dès le 1er octobre, et peut-être avant, ce fut Suharto<sup>28</sup>, dont rien ne prouve qu'il n'ait pas eu fondamentalement son libre-arbitre, même s'il s'est vu signifier carte blanche par l'Occident. Vu de 1999, ce qui frappe finalement le plus, c'est l'incitation à la violence de masse sans arrières-pensées et sans remords fournie par la guerre froide (l'"âge d'or", suivant Eric Hobsbawm<sup>29</sup>....), à une époque où ne comptaient que le déplacement des limites entre les deux camps principaux. Le demi-million d'Indonésiens massacré fut passé par profits et pertes. Et l'Indonésie put rapidement bénéficier des énormes prêts d'un consortium d'Etats occidentaux, et d'une vague d'investissements industriels, désormais rassurés quant au risque d'expropriation, épée de Damoclès des dernières années du régime Sukarno.

## 2 Du côté des tueurs

### Un évènement insaisissable?

On pénètre maintenant au coeur du sujet, et les réalités vont se faire, à tous les points de vue, beaucoup plus sombres. Jusqu'ici nous nous trouvions en terrain assez solide, les incertitudes ne touchant au fond que des points secondaires, y compris quant aux dessous et à-côtés du coup du 30 septembre. Le temps du massacre est par contre encore chargé de mystères, que ce soit sur les résultats, les modalités ou les motivations. Y-a-t'il réellement lieu de s'en étonner? La Shoah elle-même, incomparablement mieux documentée que le 1965 indonésien, fait encore l'objet de querelles d'interprétation ou de chronologie fondamentales, et le nombre des victimes attribuées au camp d'Auschwitz-Birkenau, objet de milliers de publications, n'a pas cessé d'être révisé. Plus généralement, ces "évènements-monstres" (Pierre Nora<sup>30</sup>), à la fois stupéfiants, uniques et chargés d'affects que sont les grands massacres de ce siècle présentent des difficultés particulières en matière d'historiographie: guère comparables dans leur systématicité et leur étendue aux plus violentes répressions des époques révolues elles-même, ils diffèrent également considérablement les uns des autres. On y décèle à chaque fois la combinatoire complexe d'une

---

<sup>28</sup>Cayrac-Blanchard, op. cit., pp. 68-70

<sup>29</sup>Titre de la partie centrale de son *Age des extrêmes*, Bruxelles, Complexe-Monde Diplomatique, 1999

<sup>30</sup>In "Le retour de l'évènement", in Jacques Le Goff & Pierre Nora (ed.), *Faire de l'histoire, tome I: nouveaux problèmes*, Paris, Gallimard-NRF, 1974, p. 215 (repris d'un article paru en 1972 dans *Communications*, justement sous le titre "L'évènement monstre")

intentionnalité meurtrière et d'impulsions ou de modalités liées au contexte temporel et spatial.

Dans le cas qui nous occupe, s'y ajoute le fait que certains des principaux responsables se trouvent toujours, ou se trouvaient encore récemment dans les allées du pouvoir: les militaires, certes, quoiqu'en perte de vitesse depuis la chute de leur "parrain" Suharto en mai 1998, mais aussi, paradoxalement, la NU que dirigeait en 1965 le père du nouveau président, le modéré et démocrate Abdurrahman Wahid, ce qui a jusqu'ici pratiquement empêché toute enquête sérieuse à l'échelle du pays. On a eu jusqu'en 1998 peur de parler (même les chercheurs étrangers, toujours exposés à se voir refuser leur visa pour l'Indonésie), et l'incitation à le faire reste aujourd'hui faible, dans un contexte où les adversaires de la dictature doivent ménager tant le NU que les anciens dignitaires du PNI réfugiés dans le PDI-P<sup>31</sup> de la fille de Sukarno, eux-mêmes attachés à ménager une armée toujours puissante, vue comme un indispensable contrepoids à la force de l'islam politique....

A l'époque Suharto, on a paru hésiter entre la fuite devant les responsabilités et l'utilisation du souvenir des tueries, dont il n'était pas rare de se glorifier, pour terroriser les protestataires: les chiffres de victimes cités par des officiels ont pu être aussi bien minorés que, parfois, maximisés. Aucune vraie enquête ne semble en tout cas avoir été effectuée - d'où l'extrême intérêt du lancement le 7 avril 1999 d'un institut de recherche sur le drame de 1965, sous l'impulsion du grand écrivain Pramoedya Ananta Toer, lui-même emprisonné douze ans; il se propose, pour la première fois, d'investiguer les charniers et de recueillir systématiquement les témoignages des familles des victimes.<sup>32</sup> Il a reçu un certain soutien du Président Wahid, et la sympathie de beaucoup d'intellectuels, en Indonésie comme à l'étranger, mais il est en butte aux critiques et attaques des organisations musulmanes radicales, pour lesquelles le communisme reste le symbole d'un athéisme transformant les croyants en renégats, ce que l'islam rigoriste a érigé en crime majeur<sup>33</sup>. Pour l'instant, il demeure que les événements de 1965 sont beaucoup moins documentés, s'agissant des témoignages autant que des analyses, que des tragédies comparables en gravité telles que la révolution culturelle chinoise ou le génocide cambodgien de l'ère Pol Pot.

---

<sup>31</sup>Parti Démocratique Indonésien-Lutte; il s'agit en fait de la faction désormais hyper-majoritaire du PDI forgé par Suharto comme pôle de regroupement forcé des nationalistes non musulmans

<sup>32</sup>*Far Eastern Economic Review*, 6 mai 1999, p. 38

<sup>33</sup>Ainsi, quand, début 2000, le président Wahid a décidé de lever l'interdiction de 1966 des activités communistes, il s'est heurté à de puissantes manifestations d'inspiration islamiste

### Un cycle de mort

Sitôt déclenchées les tueries, toutes les forces modérées se taisent ou, fréquemment, participent à l'hallali, comme les quelques socialistes, et une large part du PNI. Il ne restera plus, face à face, que le PKI et, de l'autre côté, la coalition de l'armée, des musulmans du NU (pourtant réputés modérés, tolérants en matière de croyances, et attachés à la traditionnelle spiritualité javanaise, mêlée de magie comme de soufisme) et d'*Ansor* (son organisation de jeunesse) et, secondairement, des petits partis chrétiens, catholique comme protestant. Ce sera à peu près le même schéma partout: encouragements venant des militaires, protection, entraînement et soutien logistique accordé là où le PKI est puissant (Java Centre, Java Est, Sumatra Nord). C'est en particulier l'intervention du corps d'élite des paracommandos, proches de Suharto, qui va faire pencher la balance en faveur des anticommunistes, et leur permettre le massacre sans risque de leurs adversaires. Venant de Jakarta "pacifié", ils inaugurent le 19 octobre à Semarang un scénario qui se répétera le 21 à Magelang, le 22 à Solo, le 23 à Wonosobo: démonstration de force des troupes puis, avec leur caution et sous leur protection, déclenchement de la chasse aux communistes (et souvent aux Chinois aussi) par les bandes d'*Ansor* et des jeunesses du PNI; on tue, on brûle sièges d'organisations comme demeures particulières; les survivants, qui fuient vers les campagnes, y sont pourchassés par les troupes locales et les milices de droite (qui bénéficient souvent de quelques jours de formation militaire), soudain rendues à davantage d'audace. C'est ainsi que, vers la mi-novembre, le secrétaire-général du PKI, Aidit, est capturé près de Solo, puis "confessé" et sommairement exécuté.

La contagion de l'exemple agit sans délai à Java-Est, où les garnisons sortent de leur attentisme, se lancent dans l'"élimination" de l'adversaire, et surtout donnent enfin libre cours aux pulsions de revanche meurtrières des Islamistes: c'est dans cette province, certes la plus peuplée d'Indonésie, que les morts vont aussi être les plus nombreux; c'est là qu'on décrit des rivières rouges de sang, et ces corps échoués que, chaque matin, le riverain rejette dans le courant. Puis la frénésie d'assassinats se porte sur Bali, qui avait joui d'un calme irréel jusque début décembre. La phase la plus aigüe dure un bon mois; à Java, à partir de la mi-novembre, l'armée revient d'une certaine façon à son rôle stabilisateur du début d'octobre: les avertissements aux pogromistes se multiplient, jusqu'à menacer, fin janvier, de tirer sur eux; mais la répétition même de ces proclamations suggère que le calme fut long à rétablir; dans certaines zones, jusqu'au tiers des hommes adultes avait semble-t-il été tué.

### Profil des tueurs

Aucune étude un tant soit peu fouillée ne permet de sortir sur ce point de l'impressionnisme. Ce qui frappe, c'est cependant le rôle des

*jeunes* - comme, déjà, pendant la guerre d'indépendance: le pays fut dirigé cinquante ans durant par la "génération de 1945"; et le général Nasution, représentant de celle-ci, évoquera à son exemple une *Angkatan* (génération) 1966. Comme souvent en Asie, la pesanteur de l'ancien fournit au jeune une raison de plus pour se révolter, ou agir avec ceux de sa classe d'âge. Les organisations de jeunesse sont à la pointe des tueries: celles du PNI, du NU plus encore (ce furent apparemment les plus violents, il s'y mêlait une forte pulsion religieuse), des partis chrétiens aussi. Les étudiants et lycéens, pourtant encore assez peu nombreux dans ce pays très pauvre, ont une place disproportionnée: leurs "fronts de lutte" KAMI et KAPPI mobilisent la rue contre Sukarno et pour l'armée; plus discrètement, la nuit, en province, ils se trouvent en bonne place dans les escouades de tueurs, que leurs professeurs ne rechignent pas à mener à l'occasion. Beaucoup de lycées s'arrêtent d'ailleurs de fonctionner, les élèves étant "en tournée"<sup>34</sup>. Il y eut de nombreux règlements de compte entre camarades de classe, les membres de l'association étudiante communiste IPPI ne manquant pas.<sup>35</sup>

Par la suite, les étudiants furent parmi les rares à s'opposer parfois à la dictature de Suharto, et ils constituèrent l'axe (ou, à nouveau, la masse de manoeuvre) de la coalition qui le renversa en 1998. Un autre groupe, suivant certaines indications, pourrait avoir joué localement un rôle important: les gangsters et autres délinquants endurcis<sup>36</sup>. Mais l'on ne saurait négliger *in fine* ce phénomène essentiel: des communautés entières, des villages entiers participèrent peu ou prou aux assassinats. Ce fut une stratégie de "mouiller" le maximum de gens dans quelques exécutions, les bourreaux professionnels, militaires ou civils, se chargeant de la plus grande part: adopter une attitude de "neutralité", dans le contexte, signifiait sympathiser avec les communistes, et cela explique nombre de "reniements" apparemment abjects, venant d'individus qui, pour tenter de se dédouaner, se firent les meurtriers de leurs anciens camarades.<sup>37</sup>

### Le maître d'oeuvre

---

<sup>34</sup>On ne peut, sur tous ces points, s'empêcher de penser aux jeunes Gardes Rouges chinois qui, un an plus tard, et avec un agenda politique en apparence diamétralement opposé, eurent des formes d'action et un rôle destructeur formellement analogue. Prégnance des contraintes de l'action des "jeunes instruits" dans un pays pauvre?

<sup>35</sup>Cribb, ch. cité, p. 255-256

<sup>36</sup>ibid., p. 241

<sup>37</sup>Un exemple spectaculaire est celui du général Sjafiuddin, commandant militaire de Bali, sukarniste de gauche proche du PKI (et dont l'épouse militait sans doute à la Gerwani) qui, après avoir maintenu le calme tout le mois d'octobre, présida à partir de novembre à l'un des pires massacres du pays; il sera néanmoins limogé en juin 1966, mais survivra, à la différence de son ancien compère, le gouverneur Suteja, assassiné à Jakarta dès décembre 1965 - cf Robinson, op. cit., p. 289 sq.



L'armée, très réticente globalement vis-à-vis de l'intégrisme musulman et de son fanatisme meurtrier, cherche seulement à éliminer *politiquement* l'adversaire qu'est le PKI (mais définitivement cette fois-ci: pas question de laisser les communistes ressusciter, comme après l'insurrection manquée de 1926 ou celle de Madiun en 1948): elle conseille de ne s'en prendre qu'aux cadres, et à ceux qui résistent. Elle agit sur listes de noms préétablies (il semblerait que la CIA ait aidé à leur confection<sup>38</sup>), qu'elle diffuse aussi dans les milices alliées, car ses faibles effectifs ne lui permettent pas de faire le "sale boulot" toute seule. Mais, en quelque sorte en contrepartie, elle tolère très largement leurs représailles beaucoup plus sauvages - avec l'arrière-pensée de se camper dans une position "centristre", plutôt modérée, et à terme réconciliatrice.

En effet, les organisations civiles, Ansor surtout, mais aussi parfois les étudiants protestants et catholiques, et à Bali les courants religieux hindous, veulent prendre une revanche dévastatrice, et rétablir l'ordre divin et sociétal compromis par le PKI, en procédant à l'*élimination physique complète* des "athées": à Aceh, à Bali, et parfois ailleurs, on assassine les plus timides des sympathisants, et leurs familles pour faire bonne mesure, les enfants n'étant pas toujours exemptés. Des villages entiers sont parfois anéantis. Le NU cherche à profiter de la situation, à Java Est, pour anéantir le concurrent politico-religieux (les musulmans "tièdes") qu'est le PNI et - pourquoi ne pas profiter de l'occasion?- détruire les quelques foyers bouddhistes qui survivent dans les zones montagneuses reculées. L'armée parvient dans l'ensemble à l'en empêcher... Sa propre cohérence ne doit cependant pas être surestimée: ses grandes unités ont des traditions très diverses, remontant à la période de la lutte pour l'indépendance: à Java Centre, la division Diponegoro, un moment tentée par l'insurrection du 30 septembre, n'agit guère, à la différence des redoutables paracommandos (RKPAD) du colonel extrémiste Sarwo Edhie, qui superviseront les pires tueries, quand ils n'y participeront pas; à Java-Ouest la division Siliwangi, pourtant farouchement anticommuniste, vient de combattre, quatorze années durant, l'insurrection islamiste du *Darul Islam*: elle procède certes sans état d'âme à la chasse aux cadres communistes, mais ne tolère pas l'action des milices, et le nombre des tués s'en trouvera réduit.

Il n'y a pas lieu d'atténuer les responsabilités d'une armée qui a délibérément poussé à son paroxysme un climat d'hystérie provoqué aussi par la tonitruante "grande politique" sukarnienne, par les actions menaçantes du PKI et par sa stratégie d'infiltration au coeur du pouvoir, enfin par la transgression du 30 septembre. Les chefs militaires ont au minimum laissé faire et encouragé les massacreurs, des semaines durant, quand ils ne le leur ont pas prêté la main, en leur procurant armes légères,

---

<sup>38</sup>Cayrac-Blanchard, op. cit., p. 70, n. 57

moyens de communication, formation accélérée et, le plus décisif, garantie d'impunité. Ils ont éliminé systématiquement les dirigeants communistes petits ou grands, y compris lors de parodies de procès tenus parfois longtemps après 1965, alors que le PKI ne représentait plus un danger pour les militaires.

La différence avec les miliciens musulmans ou nationalistes, c'est que l'armée était engagée dans une action politique rationnelle: d'abord préservation d'un minimum d'unité, alors que les tendances sont très diverses dans le corps des officiers; puis marginalisation de Sukarno; enfin prise progressive du pouvoir, en récupérant l'essentiel de l'élite politique, et en se montrant raisonnable autant que déterminé aux yeux des protecteurs et bailleurs de fonds potentiels d'Occident et du Japon. Quand on était militant de base ou femme de cadre communiste, il valait nettement mieux avoir affaire à l'armée qu'aux milices de civils: ces derniers prétendaient liquider tous les "infidèles" et appliquer le vieux principe de la responsabilité familiale (qui constitue aussi l'"anticipation rationnelle" de la volonté de vengeance des proches des massacrés); les militaires effectuaient un tri, si discutable soit-il, entre les activistes et les autres, et ne s'en prenaient en principe pas à l'entourage.

### **3 Une ébauche de bilan**

#### Combien d'assassinats?

On se heurte comme d'habitude aux incertitudes de la comptabilité macabre: plusieurs dizaines de chiffres différents ont été cités. Tout le monde s'accorde sur la sous-estimation que représentent les 78 500 morts recensés par une commission officielle en décembre 1965 (soit bien avant la fin des massacres), mais le million de victimes d'une étude effectuée par des étudiants avec l'aide de l'armée est sans doute une exagération. En Février 1966, alors que les tueries dans les régions périphériques étaient loin d'être terminées, un "sondage" parmi les diplomates américains de Jakarta donnait une moyenne de 300 000 victimes.<sup>39</sup> Un correspondant de *Life*, après plusieurs mois d'investigations dans de nombreux villages, avançait 400 000.<sup>40</sup> L'amiral Sudomo, chef du service de contre-espionnage de l'armée, cita en 1976 un chiffre compris entre 450 000 et 500 000 - ce qui n'est pas très éloigné de la plupart des autres estimations récentes. Toujours est-il que les victimes se comptent assurément par centaines de milliers. Pour un pays qui, alors, comptait une centaine de millions d'habitants, et surtout pour un parti fort (officiellement) de 3 500 000 membres, ce fut considérable. A l'échelle de l'Indonésie, cela représenterait

---

<sup>39</sup>Green, op. cit., p. 61

<sup>40</sup>May, op. cit., p. 120

environ 0,5% de la population, soit au moins autant en proportion que les victimes de la Grande Terreur stalinienne (681 000 exécutions en 1937-38 pour environ 180 millions d'habitants<sup>41</sup>) ou, pour s'en tenir à un autre cas d'"épuration" touchant les campagnes, probablement un peu moins que les 2 à 5 millions de "propriétaires fonciers" -soit 0,4% à 1% de la population- tués lors de la réforme agraire chinoise de 1946-52<sup>42</sup>; mais, dans ces deux cas, la mortalité fut beaucoup plus étalée dans le temps. Par contre le massacre de 1965 se situe bien en dessous des quelque 25% de morts du Cambodge de Pol Pot, du quart (voire du tiers) des Timorais de l'Est n'ayant pas survécu à l'occupation indonésienne de 1975, ou des désastres encore supérieurs ayant frappé au XXème siècle les Arméniens, les Juifs ou les Tutsis du Rwanda: ne serait-ce que pour des raisons d'échelle, on ne se situe pas *globalement* en Indonésie dans la logique du génocide, pourtant ébauchée *localement* (en particulier à Bali ou dans la région de plantations de Sumatra-Nord) par le massacre occasionnel de communautés presque entières<sup>43</sup>.

La gravité comme les limites de la tuerie se trouvent confirmées au niveau de la cible privilégiée: le PKI. Certes, au moins un membre du PC sur dix fut assassiné (et sans doute beaucoup plus, le parti n'étant vraisemblablement pas plus fiable quant au nombre de ses adhérents que, par exemple, ses camarades français du temps, qui le doublaient ou le triplaient<sup>44</sup>). Il n'en reste pas moins que la plupart survécurent, quitte à passer en détention un temps plus ou moins long (1 500 000 furent arrêtés, alors ou plus tard<sup>45</sup>, et une centaine de milliers de politiques se trouvaient encore détenus en 1969<sup>46</sup> - dont une bonne part dans l'île-camp de concentration de Buru), et à demeurer à vie des citoyens de seconde zone (ce n'est qu'en 1999 que la mention E.T. -*Ex-Tapol*, ancien prisonnier politique- fut effacée des papiers d'identité<sup>47</sup>), surveillés jusqu'à la chute de Suharto (1998) par la police et subissant des formes d'interdictions professionnelles (secteur public, ou même inscription dans les universités),

<sup>41</sup>Cf Nicolas Werth, "Un Etat contre son peuple", in Courtois, Werth, Panné, Paczkowski, Bartosek, Margolin, *Le livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont-Bouquins, 1998, p. 224

<sup>42</sup>Cf Jean-Louis Margolin, "Chine: une longue marche dans la nuit", *ibid.*, p. 559

<sup>43</sup>On a là un cas emblématique où trouverait à s'appliquer la notion de "massacre génocidaire" ("dérapiage" localisé spatialement et/ou temporellement d'un massacre "simple", non guidé par un plan d'extermination) forgée par Leo Kuper (in *Genocide: Its political use in the 20th century*, Newhaven, Yale University Press, 1981)

<sup>44</sup>Cf sur ce point le travail classique d'Annie Kriegel, *Les communistes français dans leur premier demi-siècle, 1920-1970*, Paris, Seuil, 1985

<sup>45</sup>Selon le gouvernement lui-même - cf Cribb, ch. cité, p.245

<sup>46</sup>69 000 selon les autorités (qui fournirent à de nombreuses reprises des données incohérentes les unes avec les autres), 117 000 suivant Amnesty International - cf May, *op. cit.*, p. 28

<sup>47</sup>*Far Eastern Economic Review*, 6 mai 1999, p. 38

eux et leurs descendants directs. On ne s'en prit systématiquement qu'aux cadres du PKI et des *ormas* (organisations de masse, surtout ouvrières, paysannes, féminines et juvéniles), fréquemment exécutés sommairement, parfois condamnés (souvent à mort) lors de procès qui s'étalèrent sur une vingtaine d'années. Quant aux militants de base et aux sympathisants, ils furent parfois durement décimés (Bali, Sumatra-Nord, Aceh, certains districts du centre et de l'est de Java), parfois simplement arrêtés (Java Ouest, villes en général).

Et pourtant toutes les victimes, tant s'en faut, ne furent pas des militants du PKI. D'abord la répression s'étendit à l'occasion à leurs familles (les jeunes enfants étant cependant apparemment presque toujours épargnés), voire à leurs domestiques, même si ce ne fut nulle part la règle. En sus de ceux de l'association chinoise BAPERKI pro-PKI, des Chinois "payèrent" à Kalimantan (Bornéo) leur soutien supposé aux guérillas communistes locales, opposées à la Malaysia; ils furent ailleurs victimes soit de leur position sociale réputée avantageuse, soit de leur assimilation à la Chine, principal soutien extérieur du PKI. Certains groupes ethniques ou religieux (les hindous de Java-Est par exemple) furent victimes de *jihads* locales. Enfin, comme souvent en pareil cas, de nombreux comptes individuels se trouvèrent brutalement réglés. Il paraît tout à fait impossible d'évaluer ces dernières catégories de victimes - certainement une minorité par rapport aux communistes exterminés.

#### Essai de cartographie des massacres

Si aucune province d'Indonésie n'échappa aux massacres, certaines furent beaucoup plus touchées que les autres, soit que, comme à Aceh, à l'extrémité nord de Sumatra, ou à Bali (40 000 à 100 000 morts pour à peine deux millions d'habitants, soit 2% à 5% de la population<sup>48</sup>), les communistes aient été exterminés avec un particulier esprit de système, soit que, comme dans le centre et l'est de Java, la population -et la densité de l'implantation communiste- aient été particulièrement importantes: les quatre cinquièmes des victimes paraissent avoir été javanaises<sup>49</sup>.

Ce n'est pas un hasard si le cycle des massacres fut inauguré dans cette forteresse de l'Islam insulindien qu'est Aceh: le PKI y fut anéanti en quelques jours, sans intervention militaire, et les milices musulmanes, peut-être dépitées du faible nombre des militants locaux, assassinèrent couramment leurs familles entières et jusqu'à leurs domestiques. Le centre et l'est de Java pouvaient au contraire apparaître comme des bastions communistes - quoique, dans la réalité, la géographie politique y fut plutôt

<sup>48</sup>Cf Robinson, *op. cit.*, p. 273 - l'auteur, sans argument particulier, penche pour 80 000

<sup>49</sup>Helen Fein, "Revolutionary and antirevolutionary genocides: a comparison of state murders in Democratic Kampuchea, 1975 to 1979, and Indonesia, 1965 to 1966", *Comparative studies in society and history*, vol. 35, n°4, octobre 1993, p. 814

celle d'une marquetterie: villages pauvres, *abangan*, des zones montagneuses, forestières ou d'occupation récente, communistes et/ou PNI; villages de riziculteurs *santri* plus aisés, dominés par le NU. Compte tenu de l'âpreté des confrontations lors des *aksi sefihak*, ou des récentes demandes communistes d'exécution publique de "criminels économiques" dûment nommés, une forme ou une autre de guerre civile semblait le développement le plus probable.

Les variations locales, qu'on est loin pourtant de percevoir toutes, apparaissent considérables. L'une des rares études de cas convaincantes, effectuée dans la régence de Pasuruan, à Java Est, distingue deux configurations dans cet espace restreint. Dans les basses terres, très fortement dominées par l'Islam *santri* et par le NU, les communistes sont "spontanément" massacrés dès octobre par les bandes d'Ansor, parfois par familles entières, et avec force mutilations sexuelles. On profite de l'occasion pour se débarrasser de nombre d'adversaires, politiques ou religieux: des cadres du PNI, et plus encore des membres d'associations religieuses anti-musulmanes, qui prônaient un "javanisme" traditionnel fortement teinté d'hindouisme.

Ce dernier domine dans les hautes terres du pays *Tengger*, les communistes y sont puissants et personne ne paraît vouloir s'en prendre physiquement à eux. Le massacre y aura quand même lieu, mais fin novembre, de façon très ordonnée, et sous la supervision de l'armée, quoique les hommes de main soient d'Ansor. Malgré les velléités clairement annoncées de ceux-ci, on ne s'en prend à de rares exceptions près ni au PNI, ni aux hindous. Les communistes, que les chefs de village avaient dû assigner à résidence et faire tondre trois semaines avant sous peine d'être eux-mêmes accusés du même pêché, sont triés, et les "chefs" emmenés dans les basses terres pour être sommairement exécutés. Il n'y eut aucune participation, ni aucune résistance de la population, terrorisée moins par l'armée que par les menaces de *djihad* d'Ansor<sup>50</sup>.

Le peu qu'on sait des massacres hors de Java confirme ces tendances. Les trois provinces les plus affectées connurent une très forte intervention des milices des partis anticomunistes, quoique là aussi l'armée protège, entraîne et cautionne les massacreurs. On a déjà évoqué le très précoce *djihad* exterminateur entrepris à Aceh. Beaucoup plus tardivement (guère avant la première semaine de décembre), et sans que l'Islam soit là le principal coupable, Bali va connaître semblable Saint-Barthélémy; selon un contributeur d'un journal étudiant de Bandung, qui, en 1967, attribue la responsabilité des événements aux dirigeants sukarnistes soucieux de se disculper... et, avec moins de vraisemblance, aux chefs communistes

---

<sup>50</sup> Robert W. Hefner, *The Political Economy of Mountain Java - An Interpretive History*, Berkeley, University of California Press, 1990, p. 209-215

locaux désireux de jeter un rideau de fumée, "il n'y a quiconque à Bali qui n'ait eu un voisin assassiné et laissé sans sépulture par les diables noirs à béret rouge qui sévissaient alors"<sup>51</sup>. Dans cette mise en cause des paracommandos -toujours eux- qui à partir du 7 décembre régularisent et systématisent la "purge", il faut faire la part de la volonté de minimiser l'initiative interne, "populaire": en fait des massacres sauvages se sont brusquement déchaînés à partir d'un incident (qui en suivait bien d'autres, c'est le contexte global qui avait changé) le 30 novembre, et ce sont des civils qui ont fait couler des flots de sang... L'hindouisme balinais joua un peu le même rôle que l'islam à Java, son expression politique passant souvent par le PNI. Des villages entiers, considérés comme "infidèles", femmes et enfants compris, subissent la vindicte de leurs voisins, prêtre hindou parfois en tête. Les groupes chrétiens ou les militants d'Ansor, parfois venus de Java, tiennent là aussi une place non négligeable. La sauvagerie ambiante s'explique en partie par la virulence des actions unilatérales du PKI, mais aussi par son association plus forte qu'ailleurs à certains clans du pouvoir, ou même à certains groupes d'hommes d'affaires et de propriétaires terriens: des haines traditionnelles ou une volonté de revanche sociale viennent se surajouter aux conflits politiques et culturels.

Quant à Sumatra Nord (autour de Medan), zone de plantations, ce sont les travailleurs immigrés de Java, largement communisés, qui y constituèrent les (nombreuses) victimes: un cinquième environ de l'effectif considéré<sup>52</sup>, ce qui pourrait constituer un record. Le couteau est tenu là par les "syndicalistes" proches de l'armée de la confédération SOKSI; quant aux jeunes musulmans, catholiques ou nationalistes du PNI, ils interviennent surtout en ville. Plus qu'ailleurs, dans cette région dominée par le salariat, et qui connut de façon récurrente de puissantes grèves, la lutte des classes apparaît clairement comme la cause principale des violences. On ne peut cependant négliger l'antagonisme des salariés venus d'autres îles avec les Bataks natifs: plus au sud, vers Lampung, des transmigrants javanais seront les victimes des autochtones.

Pour autant qu'on puisse le savoir, les autres provinces ne connurent que de "petits" massacres. Là encore la grande diversité des processus et des acteurs suggère le poids des conditions locales, même si, partout, l'encouragement des autorités et des militaires fut un facteur déterminant. Dans le Nusatenggara (petites îles de la Sonde, à l'est de Bali), les musulmans (à Lombok) ou les catholiques (comme à Timor Ouest) furent souvent à l'origine des massacres, leurs victimes étant des hindous, des protestants (souvent des paysans pauvres) ou les malheureux sectateurs de

---

<sup>51</sup>Témoignage cité in Robert Cribb (ed.), *The Indonesian Killings of 1965-1966*, Clayton, Monash University Centre of Southeast Asian Studies, 1990, p. 256

<sup>52</sup>May, op. cit., p. 124

cultes locaux, un peu vite considérés comme "athées" (et donc communistes) sous prétexte qu'ils ne sacrifiaient à aucune des "grandes" religions. Au Minahassa (Nord-Sulawesi), les protestants, localement nombreux, furent semble-t-il l'agent principal des tueries. L'apex des tueries n'y intervint généralement pas avant 1966. Le cas de Kalimantan (Bornéo) Ouest est plus particulier encore. Les massacres y eurent lieu en octobre-novembre 1967, et leurs auteurs furent des Dayaks de la forêt, servant en l'occurrence d'auxiliaires à l'armée: leurs victimes seront presque exclusivement des Chinois, nombreux dans la région et qui, pour certains, étaient engagés depuis la fin de la Confrontation avec la Malaysia (août 1966) dans une guérilla communiste à faible intensité.

### Profil des victimes

Comme pour les tueurs, on manque ici cruellement d'informations précises; toute statistique, même approximative, demeure pour l'instant impossible. Par recoupement, quelques grandes tendances apparaissent cependant. C'est le gros de la population indonésienne (Javanais, Balinais, musulmans nominaux) qui fournit l'essentiel des victimes; certaines minorités furent peut-être en proportion davantage touchées (Hindous de Java-Est certainement, Chinois au moins à Bornéo), mais la cible principale fut *politico-sociale*, et pas ethnique ou religieuse: les tueurs comme les tués se recrutent dans toutes les confessions; et l'on massacrait très généralement des individus de son groupe ethnique (les Chinois constituant sans doute la principale exception). Contrairement à ce qu'on a souvent écrit (encore en septembre 1999 dans un éditorial du *Monde*), les Chinois ne constituèrent pas une part importante des massacrés. Il y eut à leurs dépens un certain nombre de pillages, d'incendies, quelques meurtres (en particulier à Jakarta et dans d'autres grandes villes, comme Makassar, à Sulawesi), mais on ne s'en prit systématiquement qu'à ceux membres du PKI ou de l'organisation "de masse" qu'il leur destinait, le BAPERKI. Certains Chinois, souvent catholiques, prirent même une part active à l'offensive anti-communiste, tels les frères Lim Bian Kie (le futur géostratège Jusuf Wanandi) et Lim Bian Koen (le futur magnat de l'économie Sofjan Wanandi<sup>53</sup>).

Il semble aussi que les campagnes aient été globalement plus touchées (par les tueries, pas forcément par les arrestations) que les villes, même en proportion (le pays était alors rural à 80% environ), alors que les tueurs, eux, étaient plus fréquemment des urbains. Enfin les plus pauvres (paysans sans terre, micro-exploitants), les marginaux en tout genre (y compris ceux qui ne fréquentaient guère la mosquée) paraissent avoir fourni le gros des victimes, après avoir constitué la base de la constellation

---

<sup>53</sup>May, op. cit., p. 132

PKI. Avec beaucoup de réserves, on avancera que les intellectuels au sens large (instituteurs, écrivains, journalistes...), autre zone de force du parti, furent bien plus souvent emprisonnés, parfois pour longtemps, que tués. Ajoutons que la grande majorité des tués furent assurément des hommes, même si beaucoup de militantes du Gerwani furent elles aussi au nombre des victimes; les assassinats de familles entières semblent être restés relativement rares, mais l'incertitude sur ce point crucial (il fait passer de la répression même féroce au crime contre l'humanité caractérisé) reste grande.

### Comme des moutons?

Le PKI, totalement désorienté, très vite décapité, ne réagit pratiquement pas. Il est cependant discutabile que ses militants se soient laissés conduire sans réaction à une mort certaine, comme on l'a souvent avancé. Il est sans doute vrai que dans certains cas, comme à Bali, on ait fait sagement la queue, en habits funéraires, au bord de la fosse qu'on a vous a fait creuser, ou qu'on ait réclamé aux militaires la mise à mort ritualisée du *nyupat* pour échapper à la tuerie collective<sup>54</sup>. Mais le déséquilibre de plus en plus criant des forces, la violence extrême des tueurs, inconnue jusque là, et donc déroutante<sup>55</sup>, et à l'inverse l'espoir pas toujours absurde d'obtenir sa grâce *in fine*, si l'on pouvait prouver n'avoir été qu'un communiste marginal, tout ceci ne favorisait guère l'esprit de résistance.

Les premières consignes du parti après le 1er octobre avaient été de temporiser, et ensuite plus rien n'est venu, l'appareil se trouvant complètement désorganisé, et bientôt largement décapité. Le répit fut souvent long (deux à trois semaines à Java Centre et Est, deux mois à Bali) avant l'arrivée des massacreurs, et ceux-ci n'étaient ni si nombreux, ni si bien organisés, ni si prodigieusement armés. Mais les témoignages concordent sur ce point: les communistes se réunirent, de plus en plus inquiets; ils manifestèrent parfois, organisèrent ici quelques grèves (chemins de fer à Solo), se firent ailleurs discrets. Cependant en dehors de certaines actions isolées, tardives et visant surtout à retarder la progression des troupes (arbres coupés pour barrer les routes), en particulier à Java Centre -l'historiographie officielle tend à les exagérer pour accréditer l'idée que les massacres furent de simples ripostes-, la résistance fut très limitée, et on n'essaya pratiquement nulle part de recourir aux armes à feu.

Pourtant, dans certains cas, les rapports de force locaux (y compris les sympathies communistes de certaines unités de l'armée) permirent

---

<sup>54</sup>Robinson, op. cit., p. 301

<sup>55</sup>On retrouve cette même stupéfaction paralysante devant une situation sans précédent chez beaucoup de Juifs pris dans la Shoah, comme le note Raul Hilberg



des formes de résistance. Certains villages, comme dans la région de Banyuwangi, le 18 octobre, repoussèrent les assaillants NU et PNI, qui abandonnèrent derrière eux des dizaines de cadavres; à Solo, pourtant déjà occupé par le RKPAD, une fusillade tua le 22 six manifestants anticommunistes; et, un peu partout, de petits dignitaires ruraux et des militants connus de la droite furent contraints de s'enfuir en lieu sûr, de se cacher ou de se retrancher avec leurs partisans, quand ils ne se trouvèrent point incarcérés. Mais nulle part le PKI n'adopta une politique d'extermination de ses adversaires. Quant aux garnisons locales, sans défendre les communistes, elles cherchèrent plutôt à limiter les violences, arrêtant des émeutiers musulmans armés à Surabaya le 16 octobre, imposant le couvre-feu, menaçant les auteurs d'"excès indésirables". Le parti put souvent continuer à fonctionner quelque temps.

Rares furent ceux qui tentèrent de se cacher -dans des régions il est vrai très peuplées, presque sans forêt-: on attendit souvent sagement les tueurs, chez soi ou dans les prisons de fortune des villages, espérant peut-être négocier leur bienveillance ou une simple arrestation (ce qui n'avait souvent rien d'irrationnel, compte tenu des variations locales déjà mentionnées).

#### **4 Une anthropologie du massacre**

##### Les représentations et leur influence

La tension parvient à son comble le 4 octobre avec l'exhumation des généraux exécutés, orchestrée et photographiée avec complaisance: d'incroyables et invérifiables histoires accusent les femmes de la Gerwani, entraînées non loin, de mutilations sexuelles (non confirmées par les résultats des autopsies, publiés des années après), d'orgies avec des aviateurs "rouges" sur le corps des généraux... On songe à la furie contre les "pétroleuses" de la Commune de Paris. Lors de l'enterrement de la fille de Nasution, on appelle au meurtre des communistes. Jakarta se couvre d'affiches et de slogans appelant à "pendre Aïdit" (secrétaire général du PKI), à "écraser le PKI et le Gerwani", dont les militantes sont "des putes".

Plus généralement, les promus au massacre sont, suivant les cas ou simultanément, des "traîtres" à la patrie (la complicité revendiquée du PKI avec Pékin lui fut désastreuse), voire à la "révolution" (jusqu'à son renversement définitif en mars 1967, le vocabulaire politique introduit par Sukarno resta quasi-obligatoire); des "infidèles" à l'islam, des "sans dieu" réfractaires à l'un des cinq principes du Pancasila édicté en 1945, et demeurant à ce jour fondement de l'"idéologie nationale"; enfin des violents, des "hommes de sang", des ennemis de la société devant être éliminés pour qu'elle retrouve ses bases, passablement bousculées par

l'irresponsabilité et l'aventurisme du régime sukarnien. Il serait réducteur de ne voir dans ces représentations que des effets de propagande: beaucoup d'indices attestent de l'assentiment, parfois de la participation enthousiaste d'éléments variés de la population, ce qui atteste *a contrario* de l'intensité des sentiments de révolte causés par tel ou tel aspect de l'action du PKI, ou de celle qu'on lui prête (le massacre des généraux en particulier). Quand Suharto, plus tard interrogé par son biographe, voulut faire des massacres la simple conséquence de la "colère populaire"<sup>56</sup>, il escamotait bien sûr une grande part de la réalité. Son affirmation n'en restait pas moins vraisemblable aux yeux de beaucoup d'Indonésiens.

La sortie de la peur entraînée par l'échec presque sans combat du coup du 30 septembre désinhibe l'activité des anticomunistes, en même temps que la longue accumulation d'anxiété, de rancœurs et de dissimulation se résout, de façon cathartique, en explosion de violence. Ensuite le processus s'auto-entretient: même si l'on possède des témoignages sur les réactions de dégoût et de retrait de certains militants d'Ansor, on trouva suffisamment de sadiques, de pillards, de maniaques sexuels et de médiocres désireux de s'affirmer pour qu'il fut fait libéralement usage du permis de tuer complaisamment délivré par les autorités militaires et religieuses. En ce sens, la passivité des victimes les a certainement desservies, contrairement à ce qu'elles en espéraient: pouvoir assassiner sans risque n'a pas restreint le flot des volontaires.

Un nombre important d'indices donnent à penser que *le sacré* joua en Indonésie un rôle bien plus important que dans les autres grands massacres asiatiques de ce siècle. Les événements furent, on l'a vu, souvent vécus comme une guerre de religions: *djihad* musulmane contre les "infidèles" hindouistes ou *abangan* (Aïdit est un "Satan"). Les militants du PKI, quant à eux, ne cachaient guère leur mépris pour les pratiques religieuses dominantes (islam à Java, hindouisme à Bali), la religiosité populaire seule trouvant, parfois, grâce à leurs yeux. Ils causèrent début 1965 un grand scandale à Bali en tentant de troubler les cérémonies funéraires en l'honneur d'un chef coutumier. On rejetait à l'occasion sur leurs sacrilèges la cause de l'éruption catastrophique du volcan Agung, en 1963. Les massacres purent être présentés, et vécus, comme des rituels de purification, rétablissant l'harmonie sociale et l'ordre divin par l'expédition *ad patres* de l'élément perturbateur qui, circonstance aggravante dans des sociétés hautement hiérarchisées (jusqu'aux langues traditionnelles, qui comprennent plusieurs niveaux), provenait largement des classes les plus basses.

---

<sup>56</sup>O.G. Roeder, *The smiling general: President Suharto of Indonesia*, Jakarta, Gunung Agung, 1969

Tradition vivante: les récits indonésiens des tueries ont un étrange parfum de *Mille et Une Nuits*. Au soir du fatal 30 septembre, les jeunes communistes de la base de Halim, suivant leurs adversaires, auraient ainsi exécuté une lascive "danse des fleurs parfumées" (*Tarian harum bunga*) et se seraient donnés les uns aux autres avant de se lancer dans leurs "actions terroristes" ou d'exécuter rituellement leurs prisonniers. Les pratiques magiques prêtées aux javanistes sont très présentes: "les communistes utilisaient apparemment des formules magiques ou des pouvoirs surnaturels pour fortifier le moral de leurs partisans. A Karangasem, les jeunes du village n'avaient pas de chemise, et portaient tous des jeunes palmes de cocotier (*janur kuning*) et des feuilles de *salam* autour du cou. Les jeunes non communistes eux-mêmes utilisaient charmes et amulettes"<sup>57</sup>.

De nombreux épisodes manifestement ou vraisemblablement mythiques se mêlent aux narrations factuelles. Les fréquentes décapitations, suivies de l'enterrement séparé des têtes et des corps, avaient semble-t-il pour but d'entraver la vengeance des fantômes des assassinés. La longue hésitation à s'en prendre aux hindouistes du Tengger et l'absence de massacres sur place fut en partie dûe à la peur soulevée par la réputation de magie noire des montagnards. Et le départ des communistes vers la mort y fut accompagné de phénomènes, sans précédent à cette échelle, de possession collective: chacun était persuadé qu'ainsi s'exprimait la protestation des ancêtres contre cette atteinte majeure à leur communauté. Pour les massacreurs, penser s'en prendre à des sorciers et à des créatures du démon aidait à faire disparaître tout scrupule.

Reste enfin à rendre compte de l'apparent détachement avec lequel nombre de massacreurs firent leur oeuvre (invitant leurs amis, et même des touristes étrangers à leurs "partie de chasse" nocturnes, n'en dissimulant rien, se comportant le reste du temps avec le calme et la gentillesse coutumiers aux Indonésiens), et de l'absence à peu près totale depuis d'autocritique, ou seulement de remords: on se glorifie souvent de ses "hauts faits" de l'automne 1965, au point, on l'a dit, d'avoir parfois tendance à gonfler le nombre des victimes.

### La grammaire du meurtre

Si l'armée tuait sans états d'âme, elle ne se complaisait point dans les atrocités: amenées par camion, éventuellement d'assez loin, vers des lieux d'exécution déjà préparés, les victimes étaient généralement mitraillées ou décapitées. Les milices pouvaient procéder de la même façon, et leur logistique était d'ailleurs largement d'origine militaire. Certaines opérèrent jusqu'à deux mois de véritables centres d'assassinat, où la décapitation par

---

<sup>57</sup>Etudiant de l'université Gadjah Mada, cité in Cribb, op. cit., p. 157

des “professionnels” (généralement d’occasion) était la règle (machete ou, parfois, sabre de samourai - souvenir de l’encore proche occupation nipponne?)<sup>58</sup> Les miliciens, sans véritable uniforme, arborent souvent des chemises noires. Ils ont pour habitude d’encercler massivement (ils peuvent être jusqu’à 3000 en un point), de nuit, le village visé, pour éviter toute résistance comme toute fuite<sup>59</sup>

Mais, par ailleurs, les cas de sadisme abondent dans les récits des exactions d'Anson. Les exécutions sont parfois lentes et sanglantes, à la barre de fer, à la canne de rotin ou au poignard. Les cadavres sont maltraités: séparation des têtes, souvent exposées, par exemple au bord des routes; mutilation des organes génitaux, pendus dans un cas au moins devant un lupanar (petite vengeance de musulmans pieux?). Les viols, suivis de l'assassinat, sont également nombreux. On dispose au total de beaucoup de références à des mutilations sexuelles, sur des hommes comme sur des femmes. Parfois des femmes, y compris enceintes, furent éventrées; un adolescent périt traîné par une jeep; le principal dirigeant balinais du PKI, I Gede Puger, fut découpé en morceaux.<sup>60</sup>

Les agressions sexuelles furent donc fréquentes, mais pas systématiques, même pour les femmes. A la différence de la Bosnie, par exemple, il ne semble pas y avoir eu d’utilisation du viol comme arme de terreur. Par contre, dans le “péché originel” que représenterait le meurtre des généraux, le fantasme de la femme dominatrice, castratrice, démoniaque, est très explicite. La violence particulière déchaînée contre les militantes Gerwani tient sans doute aussi d’une revanche de la virilité.

Quant au traitement des cadavres, il se révèle complexe. La mise à mort, on l’a vu, est le plus souvent discrète, loin du regard de la communauté (sauf quand il s’agit de l’impliquer), mystérieuse pour les proches, qui n’en sont pas informés, ou beaucoup plus tard. *Ce Nacht und Nebel* tropical, propice à la terrorisation des camarades des disparus, et cruelle pour leurs proches, s’accompagne cependant fréquemment d’une exposition des cadavres, faite pour redoubler l’effroi. Certes la majorité furent enterrés dans des charniers, ou sommairement sur les plages, voire jetés à la mer. Mais beaucoup furent mis à la rivière, parfois empalés ou liés à des bambous pour qu’ils flottent mieux; des radeaux macabres sont chargés de cadavres, au milieu desquels est parfois fiché un drapeau du PKI: l’eau du grand port qu’est Surabaya, à l’embouchure du fleuve Brantas, s’en trouve si polluée que la municipalité proteste...<sup>61</sup> Ces cadavres défigurés, souvent sans tête, dérivant lentement au fil de l’eau,

<sup>58</sup>cf en particulier Robinson, op. cit., p. 301, & Cribb, ch. cité, p. 257

<sup>59</sup>Cribb, ch. cité, p. 254

<sup>60</sup>Sur ces divers points, cf en particulier Cribb, ch. cité, pp. 248-257, et surtout Cribb, op. cité

<sup>61</sup>Cribb, ch. cité, p. 255

constituent assurément l'image la plus récurrente dans les récits des massacres

## Les suites

### A-Les héritages du grand massacre

L'Ordre Nouveau suhartiste garde l'aptitude à une violence totale inscrite dans son programme génétique. Il ne l'utilisera pas à l'encontre de tous ses opposants, mais, régulièrement, il recourt à des pratiques terroristes. Les premiers visés furent les quelques segments du PKI cherchant à se réorganiser à Java après la grande tuerie. Ainsi, à Purwodadi (Java Centre) en 1968-69, deux cents villages "infectés", occupés par l'armée, sont décimés par une moyenne de 75 arrestations-disparitions par nuit pendant un mois, puis par 75 autres chaque samedi soir; les victimes (certaines simplement détenues, la plupart tuées sommairement) pourraient avoir été aux alentours de 6 000<sup>62</sup>. Le danger communiste s'éloignant, c'est au tour des petits délinquants d'être en 1982-83 assassinés par milliers lors de "fusillades mystérieuses" (*penembakan misterius*, en acronyme *petrus*), dont jamais l'un des responsables ne fut arrêté; en 1989, Suharto reconnut avoir été à l'initiative de véritables escadrons de la mort<sup>63</sup>. Les Musulmans, retournés à une certaine marginalité politique, furent mitraillés par centaines quand, en 1984, ils se lancèrent dans des émeutes contre la corruption (et contre les Chinois...)<sup>64</sup>. Les Achinais, revenus dans les années quatre-vingt-dix à la révolte, subirent de nombreux "petits" massacres, et au total des milliers de civils y laissèrent la vie.

Mais les pires crimes, de très loin, furent subis par la population du Timor-Oriental, depuis l'invasion de l'ancienne colonie portugaise en décembre 1975, vite suivie d'une annexion formelle, non reconnue cependant par l'ONU. Le processus présente des similitudes avec 1965: courte guerre civile (1500 à 2000 morts) entre partis nationalistes timorais, prélude à et "justifiant" l'intervention d'une armée indonésienne qui provoqua la mort de cent fois plus de personnes (les estimations les plus sérieuses -quoique toutes très fragiles- tournent aux alentours de 200 000 morts, soit un quart au moins de la population<sup>65</sup>). Les premiers mois furent terribles, et la plupart des morts violentes eurent sans doute lieu alors: fusillades (souvent publiques, les femmes n'étant pas toujours épargnées), tortures et viols constituèrent le quotidien des Timorais. Terrifiés, beaucoup se réfugièrent dans les montagnes, encore tenues par les

---

<sup>62</sup>Journaliste de l'*Indonesia Raya*, cité par Cribb, ch. cité, p. 262

<sup>63</sup>Cribb & Brown, op. cit., pp. 129-130

<sup>64</sup>Ibid., p. 142

<sup>65</sup>Chiffre apparemment le plus probable; la population était estimée à la veille de l'invasion indonésienne à environ 690 000 personnes

guérilleros du FRETILIN; mais ceux-ci, débordés par cette masse humaine démunie de tout, durent en 1978 demander aux civils de retourner dans la zone occupée par l'armée. Ils rejoignirent souvent alors les vastes camps de regroupement, mi-hameaux stratégiques, mi-camps de concentration (pour les conditions de vie), où se trouvèrent bientôt 200 000 Timorais, et qui furent, par la faim, responsables de bien plus de morts que les balles indonésiennes.<sup>66</sup> La victoire des indépendantistes lors du vote supervisé par l'ONU d'août 1999 amena une reprise des exactions généralisées, mais cette fois-ci pour peu de temps (la force internationale de l'ONU se déploya à la mi-septembre), et contre les biens (incendies, pillages) beaucoup plus systématiquement que contre les personnes, le nombre de morts étant apparemment limité. L'armée "délégua" aussi aux milices (de noir vêtues, comme Anzor en 1965) la plupart des forfaits qu'elle téléguidait.

Quantitativement, les souffrances furent à Timor beaucoup plus générales et plus durables que dans l'Indonésie de 1965: le pourcentage de victimes, sans commune mesure, a dans l'île lointaine des proportions génocidaires, même si le cas ne semble pas vraiment constitué: il est impossible de déceler dans le régime indonésien une quelconque volonté de détruire les Timorais en tant que groupe humain. Il vaut mieux considérer que constituèrent un mélange particulièrement dangereux le mépris renversant des militaires indonésiens pour la vie humaine, la résistance acharnée des Timorais, et enfin le surcroît de haines issu d'une situation clairement coloniale - caractérisation que Jakarta repousse encore aujourd'hui avec horreur.

Après le massacre par l'armée de 70 à 200 civils timorais dans le cimetière de Santa Cruz (Dili) en novembre 1991, le chef d'état-major, le général Try Sutrisno, se croyant sans doute un quart de siècle plus tôt, ne trouva rien de mieux à dire que: "A la fin ils avaient à être supprimés. Des délinquants comme ces agitateurs ont à être descendus, et nous les descendrons"<sup>67</sup>. Mais, autour de l'"archipel bain de sang" dénoncé par Noam Chomsky, le monde avait changé: la guerre froide et ses solidarités automatiques n'étaient plus, la conscience de l'unité concrète de l'espèce humaine et des valeurs afférentes avait grandi. Pour le dictateur de Jakarta, Santa Cruz, c'était *business as usual*. Cela marqua pourtant le début du retournement de l'opinion mondiale, et l'amorce du processus complexe qui conduisit tant à la chute de Suharto qu'à l'indépendance du Timor-Oriental (octobre 1999).

---

<sup>66</sup>Cf en particulier James Dunn, "Genocide in East Timor", in Totten et al., op. cit., pp. 264-290; et Gabriel Defert, *Timor Est, le génocide oublié - Droit d'un peuple et raisons d'Etat*, Paris, L'Harmattan, 1992

<sup>67</sup>Cité in *Far Eastern Economic Review* (hebdomadaire, Hong Kong), 5 décembre 1991, p. 11

## B- Du grand silence au retour des morts ?

La presse de 1965 évoqua les massacres, quoique sous forme de séries d'incidents, et en en dissimulant l'ampleur. Le gouverneur Suteja se sentit en octobre 1965 obligé d'interdire à la presse balinaise de répercuter les informations des médias javanais, pour tenter d'éviter une extension des tueries. Les journaux de l'île étaient pourtant remplis de petites annonces en forme de "déclaration d'hostilité" ou de "déclaration d'abandon" du PKI, de la part de ceux qui craignaient d'être pris pour victimes<sup>68</sup>. Globalement, les journalistes ne purent faire leur travail, ni pendant les massacres (l'armée restreignait leur circulation), ni après (risques très sérieux de représailles, judiciaires ou non; d'expulsion pour les étrangers). De plus, en Occident, Suharto eut très longtemps sa claque, y compris à gauche (après tout, il présida le Mouvement des Non-Alignés, et entretint de bonnes relations avec le Vietnam communiste...). Les survivants eurent très peur de parler: certains enfants de massacrés n'apprirent qu'après la chute de Suharto comment était mort leur père<sup>69</sup>.

Certains tueurs, paraît-il, ont eu du mal à dormir: les spectres de leurs victimes les hantent. D'aucuns essayent de nier leur responsabilité en prétendant avoir agi sous l'empire de l'*amok*, de la transe. Mais beaucoup justifient leurs actes, voire s'en glorifient: après tout, ils auraient sauvé le pays du chaos!<sup>70</sup> Et, on l'a vu, toute réouverture du dossier de 1965 se heurte à la violence maintenue de l'anticommunisme militant, tout en ne suscitant (pour l'instant en tout cas) qu'un intérêt poli dans les jeunes générations: le personnel politique ne se bouscule pas sur ce terrain. Serait-ce la boîte de Pandore? Aucun procès ne se profile donc, même à l'horizon le plus lointain. Si beaucoup voudraient voir Suharto jugé, et si les étudiants sont descendus dans la rue pour cela, c'est essentiellement pour ses méfaits en tant que président, et d'abord pour ses détournements de fonds. Les liasses de billets avant les litres de sang... Chez étudiants et intellectuels, un nouvel intérêt se fait jour pour un communisme si longtemps demeuré un tabou (la visite en 2000 du président Wahid à Cuba a suscité un véritable enthousiasme pour l'expérience castriste), mais l'hostilité à son égard demeure pour la plupart des Indonésiens comme une seconde nature. Et tout se passe comme si les décapités de 1965 n'avaient toujours pas tout à fait le droit au nom d'hommes.

L'effroi devant une *res nova* comme ces massacres marque encore la réalité indonésienne d'aujourd'hui: on n'ose guère s'en prendre directement à l'armée. La banalisation de la violence fut réelle chez les massacreurs ("ce n'est pas plus dur que de tuer une chèvre", répétaient

---

<sup>68</sup>Robinson, op. cit., p. 294

<sup>69</sup>FEER, art. cité

<sup>70</sup>May, op. cit., p. 125

certain<sup>71</sup>), mais c'est moins sûr pour la société dans son ensemble: un peu comme après la mort de Franco, l'Indonésie post-suhartienne est marquée par la quête d'une forme d'union nationale masquant conflits d'intérêt ou rancunes anciennes, et le recours à la violence politique a été somme toute plutôt réduit, en tout cas là où -Java, Bali...- les événements de 1965 avaient été les plus tragiques. Timor, Aceh, les Moluques, Kalimantan représentent des conflits nationaux, ethniques, ou ethno-religieux, mais jamais strictement politiques. Quant aux quelques étudiants tués en mai 1998 par les hommes du général Prabowo, gendre de Suharto, ils furent finalement cause de la chute de ce dernier.

Les massacres sont moins niés quantitativement, on l'a dit, que qualitativement. L'enjeu est aujourd'hui de rompre avec la démonisation du PKI, avec son externalisation fantasmatique de la société indonésienne, de restaurer la légitimité de certaines au moins des revendications dont il fut quand même porteur: droits des plus pauvres, refus des inégalités trop criantes, droits des femmes, droit syndical... C'est à cette condition que la prétendue "purification" qui introduisit l'"Ordre Nouveau" suhartiste serait définitivement dévoilée comme masque du crime. Mais la crise est si grave aujourd'hui que peu d'Indonésiens, hors des familles des victimes, sont prêts à revenir sur des épisodes qui, souvent, révéleraient complicités et lâchetés à tous les niveaux de la société.

(publié in *Revue internationale de politique comparée*, vol. 8 ("L'utilisation politique des massacres"), n°1, printemps 2001, pp. 59-92)

---

<sup>71</sup>Cribb, ch. cité, p. 257